

Africa-UniNet à Saïda

La coopération scientifique africano-autrichienne face à l'épreuve du terrain



• Par Dr Zakura Argel

Pendant trois jours, l'Université Dr Moulay-Tahar de Saïda accueille la quatrième Assemblée générale d'Africa-UniNet. Au programme : climat, zones humides, villes résilientes, santé, énergie et innovation ouverte. Mais l'essentiel se joue ailleurs, dans ce que ce réseau d'universités africaines et autrichiennes parviendra à produire une fois les délégations rentrées chez elles.

Du 28 au 30 septembre, Saïda s'est muée en carrefour académique. L'université de la ville algérienne reçoit des représentants de [55 établissements issus de 17 pays membres du réseau](#), réunis pour l'assemblée générale d'Africa-UniNet, un dispositif de coopération né à l'initiative du ministère autrichien de l'Éducation, des Sciences et de la Recherche et coordonné par l'Agence autrichienne pour l'éducation et l'internationalisation (OeAD).

L'ouverture, lundi, a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari. Il y a défendu l'ouverture internationale de l'université algérienne, le transfert de connaissances et la multiplication des partenariats. Un discours attendu, que la deuxième journée a permis de confronter à des travaux concrets.

Le développement durable au cœur de la deuxième journée

Mardi 29 septembre, la session « Shaping Sustainable Spaces and Environments » a donné le ton. Les chercheurs y ont traité de changement climatique, de durabilité environnementale et de développement urbain, avec une idée forte en filigrane : les défis écologiques du continent ne se règlent pas dans un seul laboratoire, ni dans une seule discipline.

Le [programme officiel de l'assemblée](#) détaille cette diversité. Sherif Abuelmagd, de l'Université de Suez, a présenté un modèle d'apprentissage automatique pour prévoir l'évapotranspiration sous stress climatique. L'intitulé de sa communication précise que l'étude porte sur l'Algérie semi-aride : un détail qui donne à l'exercice une résonance toute locale, dans un pays où la ressource en eau est une préoccupation constante.

Plus au sud, Mary Therese Kaggwa, de la Kyambogo University (Ouganda), s'est penchée sur la contamination au mercure liée à l'orpaillage artisanal et sur le potentiel du biochar pour la limiter. Daniel Ayalew Mengistu, de Bahir Dar University (Éthiopie), a exposé une méthode croisant télédétection et mesures de terrain pour évaluer la santé des zones humides de la réserve de biosphère du lac Tana.

La ville n'était pas en reste. Baerbel Mueller, de l'Université des arts appliqués de Vienne, a abordé la cohabitation et les écologies urbaines à Tamale, au Ghana. Marifa Ali Mwakumanya, de la Pwani University, a conclu la session par un état des lieux des cadres de développement urbain résilient à Mombasa, au Kenya. Du lac éthiopien aux rues de Mombasa, l'éventail des terrains d'étude illustre ce que le réseau entend être : une plateforme où les recherches africaines et autrichiennes se répondent.

Santé, énergie, électronique verte : les « futurs durables »

Une seconde session, consacrée à la santé et aux technologies, a prolongé la réflexion. Astrid Erber (Université de médecine de Vienne) y a défendu l'implication des patients dans le développement de médicaments contre la leishmaniose. Olusola Abiola Ladokun, de Lead City University (Nigeria), a évoqué la fermentation comme levier nutritionnel à partir d'aliments traditionnels nigériens.

Côté énergie, Christof Sumereder (FH Joanneum) a plaidé pour dépasser le cadre strictement académique, tandis que Leboli Zak Thamae, de l'Université nationale du Lesotho, a présenté des mini-réseaux renouvelables détenus par les communautés rurales. Mihai Irimia-Vladu, de l'Université Johannes Kepler de Linz, a clos le cycle avec l'électronique organique « verte ».

Open knowledge : l'autre pari de Saïda

L'innovation ouverte constituait le second fil rouge. La plénière du matin a rassemblé Karim Djouani, de la Commission nationale algérienne du logiciel libre, Andreas Rauber (TU Wien), Kwabena Sarfo Sarfo-Kantankah (University of Cape Coast) et Yassine Benzai, de l'Université de Saïda, qui a partagé l'expérience algérienne du programme 1275, lequel intègre innovation et entrepreneuriat à l'enseignement supérieur.

Le sujet est loin d'être abstrait. Données partagées, résultats accessibles, interdisciplinarité : c'est précisément ce dont dépendent les recherches sur le climat ou la résilience urbaine, qui exigent des observations de terrain et des collaborations qui dépassent les frontières institutionnelles.

Une assemblée aussi politique que scientifique

Réduire la rencontre à un colloque serait une erreur. Le programme prévoit l'élection d'un nouveau conseil du réseau, d'un président et d'un vice-président, ainsi qu'un retour sur le fonctionnement d'Africa-UniNet et d'éventuels ajustements statutaires. Au moment où nous écrivons, aucun résultat nominatif n'a été rendu public dans les documents accessibles. Il en va de même pour d'éventuelles conventions : le programme annonce des rencontres destinées à identifier des collaborations et des financements, sans que l'on puisse affirmer que des accords aient été signés.

Pour l'Algérie, l'enjeu est particulier. Les organisateurs reconnaissent eux-mêmes que les collaborations entre les membres du réseau et les établissements algériens restent encore peu nombreuses. La séance plénière consacrée à la diplomatie scientifique et aux partenariats durables, où Mounya Belhocine (Université de Béjaïa) devait présenter l'apport d'Erasmus+ à l'internationalisation des universités algériennes, visait justement à combler ce retard. Une foire d'échanges institutionnels et une exposition de posters, où l'Université de Saïda présentait ses propres travaux, complétaient le dispositif.

Saïda, vitrine d'une université en transformation

L'assemblée tombe aussi à point nommé pour l'établissement hôte. Lors de sa visite, Kamel Baddari a inauguré une faculté de médecine, une salle d'enseignement en immersion virtuelle et plusieurs salles connectées, présentées par le ministère comme autant de jalons vers « l'université de quatrième génération ». La logique est lisible : pour accueillir durablement des équipes internationales, encore faut-il disposer des outils pour travailler avec elles.

Après Saïda : l'épreuve des résultats

Le bilan d'une telle assemblée ne se mesure pas au nombre de participants ni de communications. Il se lira dans les projets lancés, les chercheurs algériens intégrés à des consortiums, les mobilités financées, les publications issues de ces échanges.

Les éléments de départ sont solides. Africa-UniNet revendique [plus de 100 projets déjà réalisés](#), et l'OeAD annonce que [vingt nouveaux projets issus du sixième appel démarreront en 2026](#). Une septième campagne est par ailleurs ouverte depuis septembre, avec une règle claire : chaque projet doit associer au moins une institution autrichienne et une institution africaine.

La vraie question est donc la suivante : les universités algériennes sauront-elles s'inscrire dans ce cycle, maintenant que Saïda leur a ouvert la porte ? Réponse dans les prochains appels à projets.

